

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 02/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)

830 avenue Edgar Faure
ZAC Les Toupes
39570 Montmorot

Références : FV/NM/2025/M_136
Code AIOT : 0012100033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE-EST (SAS) implanté Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Chimirec Centre-Est réalise sur son site de Montmorot des opérations de collecte, tri, transit, regroupement et pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux d'activités économiques. Elle bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 15 avril 2009.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à vérifier la bonne gestion des produits chimiques sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)
- Route de Bletterans 9 Zone Artisanale Les Toupes 39570 Montmorot
- Code AIOT : 0012100033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité consiste essentiellement à la collecte et au regroupement de déchets industriels, d'automobiles ou provenant de déchetterie (huiles usagées, ferrailles, papier, produits chimiques,...).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant manipule essentiellement des déchets non soumis à la réglementation REACH. Il prend néanmoins des dispositions pour assurer une gestion préventive des risques (incendie, pollution des eaux notamment).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 49 - Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un outil de suivi informatique permettant de tenir pratiquement en tant réel la quantité de déchets stockés sur le site.</p> <p>L'outil indique les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - famille de déchets (p.ex. accumulateurs, acides/bases, aérosols, amiante); - le conditionnement vrac (bennes - cuves) ou conditionnés (futs, palettes); - la quantité; - les mentions de danger. <p>L'inspection a constaté que la quantité d'huiles usagées stockées diffère de la quantité enregistré dans l'outil (environ 160t pour 125t enregistré).</p> <p>L'exploitant explique cet écart du fait que l'enregistrement du bordereau de livraison de l'huile usagée est réalisé dans la journée après la livraison.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p>

<p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le règlement REACH indique que les déchets ne sont pas considérés comme une substance ou un mélange au sens du règlement (articles 2 et 3). Dans ces conditions, l'exploitant n'est pas tenu de disposer d'une fiche de données de sécurité pour l'huile usagé entreposé. Néanmoins, l'exploitant dispose de fiches déchets. L'Inspection en a consulté deux : - une pour l'huile usagé et lubrifiant; - une autre pour les piles et batteries au lithium. L'exploitant indique que les fiches déchets sont disponibles sur le réseau de l'entreprise ou sur demande pour les personnes qui ne disposent pas de postes informatiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p>

<p>Les fiches déchets consultés (huiles et piles lithium) comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les codes déchets concernés par la fiche; - le classement ADR; - une description, notamment des risques; - un classement interne de dangers (allant de 1 à 5); - la mention de danger. <p>Sur le terrain, l'inspection a constaté que l'huile usagé est stocké dans des cuves. Ces cuves comportent le symbole ADR correspondant à la fiche consulté (classe 9 : matières et objets dangereux divers).</p> <p>Pour les piles, l'affichage est manquant au niveau de l'armoire de stockage situé à l'extérieur. L'exploitant indique que l'affichage a été arraché par les intempéries et qu'il en remettra un prochainement.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs s'inspirer du classement des FDS des produits neufs (pour les piles notamment) pour déterminer les dangers des déchets issus de ces produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 : L'inspection demande à l'exploitant de remettre en place son affichage concernant la classe de dangers du stockage des piles et batteries au lithium usagées sous 1 semaine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique mettre en place sur l'ensemble du site des moyens incendies permettant de traiter tout type de départ de feu. Il s'agit d'extincteurs à poudre et de RIA équipés d'émulseurs.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence de ces deux types de moyens d'extinction sur le site. L'exploitant indique qu'il fait appel à un bureau d'étude spécialisé pour dimensionner ses moyens d'extinction.</p> <p>L'inspection a également constaté la présence d'extincteurs à poudre à déclenchement automatique disposés au plafond d'alvéoles de stockage.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) 7.1.1 : recommandations de manipulation 7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
Constats : L'inspection a constaté, pour le regroupement de produits chimiques (vidage de petits contenants dans une cuve), le port par l'opérateur notamment d'un masque à cartouches ainsi que de lunettes de protection. Aussi le stockage des déchets se fait sous abri, notamment en zone ATEX ventilé pour les solvants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : - article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ». - rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.
Constats : L'exploitant indique stocker les déchets par famille (acides, bases, aérosols, comburants,...). L'Inspection a constaté que les cuves d'huiles usagés sont situées dans un bâtiment dédié faisant rétention. De même les piles au lithium sont disposées dans des armoires équipées de rétention.

L'exploitant explique utiliser essentiellement le classement Eco DDS pour trier les produits dangereux qui arrivent sur site ; en cas de récipient non étiqueté ou de doute, l'opérateur chargé du tri peut faire appel à un chimiste du laboratoire pour aiguiller le produit vers la bonne filière de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite